

Colombie-Britannique de l'Association des manufacturiers canadiens:

Nous apprécions grandement le soin avec lequel le gouvernement provincial insiste pour que dans la réalisation des projets de l'État on utilise des produits locaux et retienne des techniciens locaux.

Tout comme le gouvernement provincial s'efforce de respecter les droits des entreprises commerciales de la province, le ministre de la Défense nationale devrait tenir compte de cet aspect et insister pour que ces produits soient fournis par des industries établies dans les provinces en cause, si c'est possible.

Je pourrais parler des travaux que le gouvernement fédéral a refusé d'accomplir. Je pourrais signaler qu'à maintes reprises j'ai demandé de l'aide pour résoudre le problème de l'érosion dans certaines parties du cours du Fraser, érosion qui est due à la navigation et non pas seulement aux causes naturelles, comme les ingénieurs le soutiennent. On a rejeté catégoriquement mes demandes. Tous ces facteurs jouent un rôle dans l'ensemble de la situation. On devrait examiner avec soin la possibilité de réaliser une partie au moins de ces projets pour aider dans une certaine mesure à régler le problème du chômage, tout en accordant plus de satisfaction à la Colombie-Britannique dans l'ensemble.

On a dit beaucoup de choses sur les travaux publics, les réductions d'impôts et la nécessité d'accroître les échanges commerciaux. Je ne crois pas que ces mesures suffisent à résoudre le problème du chômage. J'ai écouté l'honorable député de Parkdale (M. Hunter) avec intérêt quand il a mentionné, hier soir, qu'il faudrait accorder un dégrèvement fiscal, même si cela devait occasionner un déficit de 400 millions dans le budget. Réfléchissant à cette déclaration, je me suis demandé dans quelle mesure cela augmenterait notre dette nationale, dont l'intérêt, même à l'heure actuelle, s'élève, ainsi qu'on nous le rappelle, à 500 millions environ. Je ne sais pas quel fardeau supplémentaire la population du Canada serait prête à accepter à cet égard.

Comme je l'ai dit déjà, toutes ces mesures sont excellentes en bonne place mais elles ne résoudront pas le problème du chômage. M. Reuther a presque touché le nœud du problème l'an dernier lorsqu'il a parlé à Vancouver. Intitulé: "Reuther lance un important défi", l'article est de Herc Munro, chroniqueur des questions ouvrières de la Province de Vancouver. Je n'en citerai qu'un bref passage:

De tous les coins du globe les gens se tournent vers les États-Unis et le Canada dont ils attendent des directives et ils nous jugeront comme nous devrions nous juger nous-mêmes.

Ils ne nous jugeront pas sur le fait que nous pouvons produire des millions de tonnes d'acier ou des millions d'automobiles ou que nous pouvons construire les immeubles les plus élevés.

Il a alors ajouté qu'on nous jugerait d'après notre habileté à traduire la richesse matérielle en valeurs humaines, en progrès et en bonheur humains et en dignité humaine.

Je veux citer un autre passage de l'article:

Nous avons toujours su mobiliser notre économie productive et créer le plein emploi pour fabriquer les engins de guerre et de destruction. Le problème le plus fondamental que nous ayons à résoudre est celui-ci: Pouvons-nous trouver moyen de réaliser et de maintenir le plein emploi en temps de paix pour la fabrication des biens qui agrémentent la vie de la population?

Un des problèmes qu'il signale est le suivant:

Un des problèmes qui se pose vient de ce que trop de gens souscrivent à la thèse économique dite du trop plein, d'après laquelle il suffirait d'encombrer une table de banquet d'une quantité toujours croissante de douceurs à l'intention d'un petit nombre de riches, pour qu'il en tombe assez de miettes pour rassasier les pauvres.

Cette thèse est fautive. La prospérité ne peut s'édifier que de bas en haut et non pas de haut en bas, en donnant à l'ensemble des gens assez de puissance d'achat pour leur permettre d'acheter les produits que nous savons fabriquer dans nos usines, dans nos mines, dans nos filatures et dans nos fermes.

Enfin, il dit:

Ce qu'il nous faut c'est trouver un moyen d'étendre la puissance d'achat de nos régimes économiques de façon que la puissance d'achat des consommateurs concorde avec notre aptitude de production qui résulte des nouveaux outils que la science et les progrès techniques nous fournissent quotidiennement.

M. Reuther avait raison, je pense, de signaler le besoin d'accroître la puissance d'achat des consommateurs car, s'ils ont le pouvoir d'achat nécessaire, ils pourront acheter les marchandises fabriquées, poussant l'industrie à accroître sa production pour mettre d'autres marchandises sur le marché. Le chômage disparaîtrait et on pourrait combler les besoins de la population. Comme je l'ai déjà demandé, je voudrais qu'un ministre compétent nous explique pourquoi le Gouvernement ne peut pas ou ne veut pas apporter les réformes monétaires nécessaires pour atteindre les résultats désirés. En accroissant la puissance d'achat, on créerait plus de travail. Par conséquent, à mon titre de membre d'un groupe qui a exposé un programme monétaire et formulé des propositions susceptibles de régler le problème, je prie le ministre des Finances (M. Harris) de nous faire connaître son opinion sur la question et sur les propositions que notre groupe a formulées.